

L'économie du sport

Déclaration du groupe de l'Agriculture

Cet avis complète celui sur l'accès aux pratiques sportives dont nous avons discuté l'an dernier. Il va plus loin sur le volet économique. Mais il insiste de nouveau sur l'importance du sport et la nécessité de faire de la France une nation sportive, comme l'avait affirmé le Président de la République en 2017.

On retrouve dans ce texte certaines des thématiques importantes qui avaient suscité l'intérêt du groupe de l'agriculture dans l'avis sur l'accès aux pratiques sportives.

Il s'agit notamment de l'implication des acteurs locaux et régionaux. Les propositions sur l'intercommunalité et sur la création de clusters sont intéressantes et méritent d'être entendues ; de plus, l'engagement de l'échelon régional est également fondamental.

La région Bretagne, par exemple, est aujourd'hui encore la première région sportive de France avec près de 1 million de licenciés. Le Conseil régional s'est particulièrement engagé dans le développement du sport et a mis en place une dynamique entre les différents acteurs sportifs. Cette politique régionale qui avait été notamment saluée par un avis du CESER Bretagne, veille à un maillage de l'implantation des équipements sportifs et à l'émergence d'une grande variété d'activités.

L'avis évoque également les apports du numérique pour les pratiques sportives qui ne pourront bénéficier à tous, en particulier dans les territoires ruraux, tant que ne seront pas résolues les difficultés liées aux zones blanches numériques. Les questions de mobilité, en particulier des jeunes, sont de nature équivalente, pour faciliter l'accès aux installations et compétitions sportives.

Sur les aspects financiers, nous vous rejoignons pleinement dans votre volonté de revoir les réflexions engagées sur la « taxe Buffet ». Le problème des événements organisés à l'étranger doit pouvoir être résolu et surtout le produit de la taxe doit pouvoir être élargi au bénéfice de tous les sportifs.

De ces deux avis, tout à fait complémentaires, nous retenons la nécessité de mieux organiser l'offre sportive et de l'ajuster aux besoins. Il faut penser le sport en fonction des réalités économiques, territoriales, géographiques et aussi en fonction des temps de vie de chacun. Mais nous retenons surtout notre volonté, à tous, de maintenir une ambition forte pour le sport en France, tant au niveau du sport de compétition que du sport amateur. Le groupe de l'agriculture a voté en faveur de l'avis.